

Agence Régionale de Santé (ARS)  
Normandie  
Secrétariat Général

**MARCHÉ PUBLIC**  
ACCORD-CADRE DE SERVICES

# Fourniture et gestion de titres restaurants dématérialisés pour les agents des Agences Régionales de Santé

## Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)








Consultation n°

26INT001-ACL00F0





## SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS .....	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	6
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	7
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	8
8.	LITIGE ET SANCTIONS .....	12
9.	FIN DU CONTRAT .....	14

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Fourniture et gestion de titres restaurants dématérialisés pour les agents des Agences Régionales de Santé
	Acheteur	Agence Régionale de Santé (ARS) Normandie pour le compte des ARS adhérentes au présent marché
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
	Structure	Lot unique
	Durée	48 mois maximum – Période initiale reconductible 3 fois 12 mois Marché sans mise en concurrence ultérieur avec le même titulaire possible
	Variation des prix	Fermes
	Nature des prix	Prix unitaires

# 1. DÉFINITIONS

 <b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 <b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 <b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 <b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Fourniture et gestion de titres restaurants dématérialisés pour les agents des Agences Régionales de Santé

Le présent accord-cadre a pour objet la conception, la fourniture, la mise en œuvre, la gestion et la maintenance d'un dispositif de titres restaurant dématérialisés, destiné aux agents des Agences Régionales de Santé (ARS).

Il comprend la conception, la fourniture des supports dématérialisés et physiques (cartes virtuelle, dispositifs de paiement électronique, applications), la gestion des comptes utilisateurs et des chargements de droits, la mise à disposition d'une plateforme numérique à usage des services des ressources humaines des ARS, l'assistance aux utilisateurs, la formation des personnels concernés, ainsi que les prestations et frais d'expédition des cartes, la maintenance, l'accompagnement et la réversibilité des données à l'issue de l'accord-cadre.

#### ■ Groupement de commandes :

En application de l'article L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique et de la Convention constitutive du CRN (Centre de Ressources national) de la Commande Publique le régissant, les ARS se sont associées en groupement de commande. Le dispositif doit donc permettre une gestion harmonisée et mutualisée des titres restaurant pour l'ensemble des ARS sur le territoire national, dans le respect de la réglementation applicable en matière de titres restaurant.

La présente consultation est régie par ce groupement dont les ARS ayant adhéré à cet accord-cadre, sont les suivantes :

ARS Auvergne Rhône-Alpes,  
ARS Bourgogne France Comté,  
ARS Bretagne,  
ARS Corse,  
ARS Grand Est,

ARS de Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy  
ARS Guyane,  
ARS Haut de France,  
ARS Ile de France,  
ARS La Réunion,  
ARS Martinique,  
ARS Mayotte,  
ARS Normandie,  
ARS Nouvelle Aquitaine,  
ARS Occitanie,  
ARS Pays de Loire,  
ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur.

■ **L'ARS Normandie, pilote du groupement de commande**

L'ARS Normandie, représentée par François MENGIN-LECREULX Directeur Général, est désignée coordonnatrice du groupement.

**Adresse et coordonnées :**

ARS Normandie  
Espace Claude Monet  
2, Place Jean Nouzille  
14050 Caen Cedex 4  
Téléphone : 02 31 70 96 96  
Courriel : [ars-normandie-achats@ars.sante.fr](mailto:ars-normandie-achats@ars.sante.fr)  
Site internet : <https://www.normandie.ars.sante.fr/>

Cet établissement est chargé d'assurer la passation de la procédure, de signer et de notifier le marché public au nom des autres agences. Les ARS, chacune pour ce qui les concerne, s'assurent de la bonne exécution des bons de commande sauf pour les éventuels avenants afférents aux marchés publics concernés dont la gestion revient à l'agence coordonnatrice.

■ **Exclusivité :**

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

■ **Pièces contractuelles :**

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires),
- le présent document,
- le CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
- le CCAG applicable (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation,
- l'offre technique du titulaire,
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

■ **Représentation des parties :**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire indique dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles de ces personnes. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces interlocuteurs en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

#### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

#### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

**Le montant maximum du présent accord-cadre est de 35 000 000€HT. Le présent accord-cadre prend fin de plein droit à l'atteinte de ce montant maximum.**

### 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

#### ■ Durée globale du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée maximale de **48 mois** à compter du **6 juillet 2026 à l'exception de l'ARS PACA** dont le présent accord-cadre prend effet de façon différée au 1<sup>er</sup> janvier 2027.

#### ■ Reconduction :

Le contrat est reconductible **3 fois** dans les conditions suivantes :

Période	Durée	Début	Fin
- Période initiale	12 mois	06/07/2026	05/07/2027
- Reconduction n°1	12 mois	06/07/2027	05/07/2028
- Reconduction n°2	12 mois	06/07/2028	05/07/2029
- Reconduction n°3	12 mois	06/07/2029	05/07/2030

#### ■ Modalités de reconduction :

Le contrat est reconduit de manière tacite. L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 3 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

En cas de non-reconduction du contrat, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues au contrat pour la période allant de la notification de la décision de non-reconduction à la date d'effet de celle-ci.

#### ■ Calendrier détaillé d'exécution :

Les prestations objet du contrat sont réalisées par le titulaire dans le cadre du calendrier détaillé remis dans son offre, précisant les délais de déploiement mis en œuvre dédiés au paramétrage, à la livraison des cartes, à la formation des gestionnaires RH et à la communication en interne.

#### ■ Délai des bons de commande :

Le délai de livraison des cartes est fixé à l'article 5 du CCTP. Le délai de chargement des cartes est au maximum de 48h à compter de la réception du bon de commande.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

---

### 5.1. Prix du contrat

#### ■ Nature des prix :

Il est prévu au BPU un taux de remise annuelle consenti par le titulaire. Ce taux est appliqué au montant annuel HT de titres restaurant facturé à chaque ARS au titre de l'année N. Le résultat ainsi obtenu est calculé au cours du premier trimestre de l'année N+1 et prend la forme d'un avoir appliqué sur la facture à venir.

Les autres prix du contrat sont **unitaires** conformément au BPU.

#### ■ Variation des prix :

Les prix sont **fermes** pour toute la durée du contrat.

#### ■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

L'unité monétaire est l'euro.

#### ■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables dépendent du lieu d'établissement de l'ARS émettrice du bon de commande et sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

### 5.2. Conditions de paiement

#### ■ Avance :

Il n'est pas prévu d'avance.

#### ■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique à chaque ARS dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

#### ■ Régime et périodicité des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la

commande publique) intervenant mensuellement.

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

---

### 6.1. Vérification des prestations

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques.

■ **Opérations de vérification du service fait :**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la période de prestation de service. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les services RH des ARS sont chargés de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire.

### 6.2. Développement durable

■ **Clause environnementale :**

Le contrat comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Le titulaire s'engage à concevoir et fabriquer des cartes éco-responsables (cartes fabriquées en matières recyclées ou à base de matériaux biosourcées).

Une boîte à carte est mise à disposition de chaque ARS concernée au plus tard le 1er septembre 2026 pour un recyclage des anciennes cartes aux frais du titulaire.

Les outils et supports de communications proposés sont transmis de manière électronique.

À la demande de l'acheteur, le titulaire fournit les mesures prises au cours de l'exécution du présent contrat pour respecter ses engagements.

### 6.3. Autres stipulations

#### ■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

##### Apparition d'une solution innovante

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une solution technique innovante en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

##### Adhésion d'une ARS en cours d'exécution

Le présent accord cadre pourra être modifié, quel que soit le montant, en cas d'ajout d'une ou plusieurs ARS en cours d'exécution de l'accord cadre.

Il est précisé que le titulaire ne pourra s'opposer à l'entrée en cours d'exécution d'une ou plusieurs ARS non adhérentes au moment de la notification. Cette ou ces entrée(s) n'ouvriront droit à aucune indemnité en faveur du titulaire.

#### ■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 7.1. Obligations courantes du titulaire

#### ■ Assurances :

Les agents ARS bénéficiaires doivent être couverts en cas de vol de leurs crédits du fait du titulaire (cyberattaque, ...). Les garanties accordées sont décrites dans son offre.

Par ailleurs, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

L'attributaire déposera ces attestations d'assurance sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com> . Pour son information, un email d'invitation à se connecter lui sera communiquer depuis l'adresse [noreply@e-attestations.com](mailto:noreply@e-attestations.com) . Il convient donc de prendre préalablement toutes les mesures nécessaires pour garantir sa bonne réception.

#### ■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.



Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

L'attributaire déposera ces attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>. Pour son information, un email d'invitation à se connecter lui sera communiquer depuis l'adresse [noreply@e-attestations.com](mailto:noreply@e-attestations.com). Il convient donc de prendre préalablement toutes les mesures nécessaires pour garantir sa bonne réception.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

## **7.2. Obligations liées à la sécurité**

Les données sont hébergées dans des centres de données certifiés ISO 27001 ou équivalent, situés au sein de l'Union européenne.

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

### **PREAMBULE - PRECISIONS TERMINOLOGIQUES**

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « Règlement Général sur la Protection des Données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le Titulaire du présent marché/accord-cadre.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire du marché/ de l'accord-cadre s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché/accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel en vertu des dispositions d'adaptation communes au RGPD inscrites dans la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

## **DESCRIPTION DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur et pour la durée du présent marché/accord-cadre les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations objet du présent marché/accord-cadre.

## **OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE L'ACHETEUR (ARTICLE 28.3 DU RGPD)**

Le Titulaire du marché/de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché/accord-cadre ;
- Informer, sans délai et en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, l'acheteur s'il est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale notamment étasunienne ; il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant toute mise en œuvre du traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché/accord-cadre ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché/accord-cadre :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

## **SOUS-TRAITANCE DES ACTIVITES DE TRAITEMENT (ARTICLES 28.2 ET 28.4 DU RGPD)**

Lorsque le Titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité, les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché/ de l'accord-cadre.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

## **DROIT D'INFORMATION ET EXERCICE DES PERSONNES CONCERNÉES PAR LE TRAITEMENT (ARTICLES 13 A 15 DU RGPD)**

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le Titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

## **NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (ARTICLE 33 DU RGPD)**

Le Titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 heures

après en avoir pris connaissance, par courrier électronique à [ars-normandie-juridique@ars.sante.fr](mailto:ars-normandie-juridique@ars.sante.fr).

### **SORT DES DONNEES (ARTICLES 28.3.G DU RGPD)**

Au terme de l'exécution du présent marché/accord-cadre, et selon le choix de l'acheteur, le Titulaire doit :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ;
- Envoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le Titulaire du marché/de l'accord-cadre doit justifier par écrit de la destruction.

## **8. LITIGE ET SANCTIONS**

### **8.1. Pénalités**

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Retard de livraison des cartes physiques	Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de dépassement du délai de livraison prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de <b>200,00 €</b> , par jour de retard.
Retard de chargement des cartes	Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de dépassement du délai de chargement des cartes prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de <b>500,00 €</b> , par jour de retard.
Autre pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de <b>100,00 €</b> , par jour de retard.
Défaut d'assistance	En cas de défaut d'assistance (telle que prévue au contrat et dans l'offre du titulaire) auprès des services RH ou des agents bénéficiaires, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de <b>200,00 €</b> par constat.
Indisponibilité de l'espace numérique ou de l'application	<p>Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG Fournitures courantes et services, il est prévu des pénalités journalières d'indisponibilité sans mise en demeure préalable dans le cas où l'espace numérique (plateforme) ou l'application mobile serait indisponible plus de 3 jours dans le mois.</p> <p>L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention faite au titulaire et la disparition du désordre.</p> <p>Les cessations de fonctionnement dues à des interventions de maintenance préventive contractuellement prévues ne constituent pas des indisponibilités.</p> <p>Les pénalités indiquées ci-dessous correspondent à une indisponibilité totale empêchant toute action. Lorsque les actions sont seulement gênées, la pénalité est divisée par deux.</p> <p>Montant journalier de la pénalité au-delà des 3 jours d'indisponibilité : 1000€.</p>
Non-respect clause environnementale	En cas de non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement imputable au titulaire, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de <b>1000,00 €</b> .

### **8.2. Autres stipulations**

#### **■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par

l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

Le présent contrat est régi par le droit français.

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Caen  
3, Rue Arthur Leduc  
BP 25086  
Caen  
14050 Caen Cedex 4

Téléphone : 02 31 70 72 72  
Courriel : [greffe.ta-caen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-caen@juradm.fr)  
Site internet : <http://caen.tribunal-administratif.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 9. FIN DU CONTRAT

### ■ Propriété intellectuelle :

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

### ■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

### ■ Garantie :

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

#### Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Durée et délai* de l'article 4 du contrat déroge à l'article 13.1.1 du CCAG pour le point de départ

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La pénalité d'indisponibilité de l'article 8 du contrat déroge à l'article 14.2 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.



#### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)